

The UIHJ takes part in the Work of the Hague Conference

The Hague Conference on Private International Law invited the UIHJ to take part in the meeting of its Council on general affairs and policy of 7 to 9 April 2010

The Hague Conference on Private International Law (the Hague Conference) organizes each year in spring the meeting of its council on general affairs and policy. This three days meeting gathers all sixty-nine Member States of this organization. It makes it possible to give a progress report on the state of the works in progress and to lay down the general policy for the years to come. On 19 January 2010, the president of the UIHJ, Leo Netten, its vice-president, Roger Dujardin and its 1st secretary, Mathieu Chardon, went to the seat of the Hague in the Hague (Netherlands), to meet there its general secretary, Hans van Loon, its 1st secretary Christophe Bernasconi, and its secretary, Marta Pertegas. This meeting made it possible to define the bases of a reinforced collaboration between the two organizations. In this context, the UIHJ was invited to take part in the annual meeting of the Hague Conference. The UIHJ was represented by Leo Netten and Mathieu Chardon.

Two significant events marked this meeting. The Hague Protocol of 23 November 2007 on the Law Applicable to Maintenance Obligations was signed and ratified by the European Union. On the same occasion, Albania acceded to the Hague Conventions of 1 March 1954 on civil procedure and of 1 February 1971 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters.

In addition, Christophe Bernasconi announced that the Website of the Hague Conference (www.hcch.net) was henceforth also available in German.

The UIHJ gave a presentation of position on e-Justice and judicial officers. This position paper particularly interests the Hague Conference within the framework of the update of the Hague convention of 15 November 1965 on the service abroad of documents in civil and commercial matters, in particular relating to the possibility of carrying out service by protected electronic way through a trusted third party who is the judicial officer. For this reason, the UIHJ proposes to become the root certification authority, as suggested in the position paper. The representatives of the Hague Conference cordially thanked the UIHJ for this presentation and the ideas that it contains. Undoubtedly, the electronic service sat on a protected protocol controlled by judicial officers should be able to be considered today relating to cross-border matter.



Une partie des participants - Some of the participants

Une e-Apostille : premier séminaire régional à Helsinki (Finlande)

L'UIHJ a participé à Helsinki (Finlande) le 14 février 2011 au premier séminaire régional sur le projet e-APP de la Conférence de La Haye de droit international privé



Dix millions d'apostilles par an

L'apostille est un procédé qui permet à un document authentique émis dans un État d'être reconnu et utilisé dans un autre État, sans avoir besoin d'une procédure de reconnaissance compliquée et coûteuse. La convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de légalisation des actes publics étrangers, dite « convention apostille » est l'œuvre de la Conférence de La Haye de droit international privé. Elle est actuellement utilisée par quatre-vingt-dix-neuf États. Il s'agit de la plus utilisée parmi les trente-neuf conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé.

La Conférence de La Haye a initié en 2006 un grand mouvement afin de permettre de faire entrer l'apostille dans l'ère numérique. Le projet e-Apostille (e-APP, pour e-Apostille Pilot Program, programme pilote d'apostilles électroniques) a pour objet de coordonner les actions des États afin de développer et d'harmoniser l'apostille électronique. Il doit s'étendre sur une durée de dix-huit mois. L'Espagne est partenaire du projet. La Finlande, la France et la République tchèque en sont partenaires associées.

C'est dans ce cadre que le présent séminaire régional s'est tenu dans les locaux prestigieux du Palais des États, au cœur d'Helsinki, accueillant une cinquantaine de participants venus de dix-neuf pays du monde entier. L'UIHJ était représentée par son premier secrétaire, Mathieu Chardon. On a noté également la présence des huissiers de justice français, très intéressés par le projet, et représentés par Jean-François Bauvin, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, et par Patrick Safar, secrétaire adjoint.

La réunion était présidée par Antti Leinonen, directeur des Affaires législatives du ministère de la Justice de Finlande. La Conférence de La Haye était représentée par son premier secrétaire, Christophe Bernasconi.

Antti Leinonen a ouvert le séminaire en indiquant que, malgré le froid (environ -15°C), la participation était plus forte que prévue, démontrant tout l'intérêt pour l'apostille et pour son futur. Il a souhaité à chacun des travaux fructueux en précisant que, comme c'est le cas pour les réunions de la Conférence de La Haye, des recommandations seraient faites à l'issue des travaux. José de la Mata Amaya, directeur général de la Modernisation de l'administration de la



José de la Mata Amaya, directeur général de la Modernisation de l'administration de la justice (ministère de la Justice d'Espagne) - José de la Mata Amaya, Director General of the Modernization of the Administration of Justice (Ministry of Justice of Spain)



Le Palais des États à Helsinki - The States Palace in Helsinki

justice (ministère de la Justice d'Espagne), a également souhaité la bienvenue aux participants. Il a indiqué que le nouveau système d'e-Apostille, bientôt en vigueur en Espagne, serait présenté pendant la journée.

Christophe Bernasconi, 1^{er} secrétaire de la Conférence de La Haye, a ensuite confié combien il était heureux de constater tout l'intérêt que présentent l'apostille et le projet e-APP, comme en atteste la présence de nombreux pays. Puis le premier secrétaire de la Conférence de La Haye a remercié les autorités finlandaises ainsi que l'Espagne pour leur investissement dans le projet. « *Nous allons célébrer le 50^e anniversaire de la convention apostille. Les cinquante prochaines années seront sûrement placées sous le signe de l'e-Apostille espagnole* » a-t-il indiqué. M. Bernasconi a rappelé les grands principes de l'apostille. Avec ce procédé, l'autorité compétente délivre directement l'apostille en une seule étape. On évite donc tout un processus long, coûteux, et finalement inutile, pour permettre à un document officiel d'un État à être reconnu et utilisé dans un autre État. La convention apostille se développe rapidement. Depuis 2000, 30% de nouveaux pays l'ont ratifiée. D'ici quelques semaines, le centième pays devrait la ratifier. Selon les estimations de la Conférence de La Haye, environ dix millions d'apostilles sont émises chaque année dans le monde. Au Venezuela ou en Colombie par exemple, 6000 apostilles sont établies quotidiennement dans chaque État. En France, environ 400 000 apostilles sont délivrées annuellement. Le coût moyen d'une apostille est d'environ 15 euros.

Faire évoluer une convention qui donne satisfaction Dans ces conditions, pourquoi vouloir faire évoluer une convention qui donne satisfaction ?

Dans de nombreux États, l'apostille est entièrement préparée manuellement, ce qui génère un travail plutôt fastidieux. Par ailleurs, il s'avère que l'origine du document n'est pas toujours vérifiée avant l'apostille. Dans certains États, l'apostille est simplement agrafée au document qu'elle concerne, ce qui présente un problème de sécurité. Dans d'autres pays où de nombreuses apostilles sont délivrées, l'utilisation d'un tampon peut présenter également des problèmes de sécurisation (vol ou utilisation frauduleuse des tampons). Un autre aspect est qu'il apparaît que les registres des apostilles ne sont consultés qu'à titre exceptionnel.

Ce projet e-APP devrait permettre de faire rentrer l'apostille dans le 21^e siècle et dans la dématérialisation, sans qu'il soit besoin de modifier le texte de la convention ou d'y annexer un protocole. En effet, il n'est fait aucune référence dans le corps de la convention à une technologie particulière.

M. Bernasconi a ensuite présenté les deux éléments principaux composant l'e-apostille : l'e-apostille elle-même et son registre. Le récipiendaire a la possibilité de vérifier l'origine de l'e-apostille, sur Internet, à l'aide d'une Url ou d'un e-Registre, en utilisant le numéro de l'apostille ou sa date, ou encore en obtenant une réponse automatique, avec éventuellement la possibilité de consulter une copie ou image de l'apostille elle-même. La Conférence de La Haye encourage les autorités compétentes à certifier les e-Apostilles en utilisant de préférence un logiciel répandu couplé avec un système de signature électronique.

José de la Mata Amaya a présenté les avancées en la matière dans son pays, où il est effectivement possible de traiter de façon électronique le processus tout entier, de façon simple et sécurisée.

Au cours de la journée, plusieurs tables rondes se sont tenues sur la mise en place de l'e-Apostille dans les différents pays, sur le type d'informations qui devraient apparaître dans les e-Registres, comment l'e-Apostille peut améliorer le service rendu aux usagers, qui doit être autorité compétente, et également sur la question de l'émission des e-Apostilles pour des documents électroniques ou papier.

A la fin de la réunion, des recommandations ont été préparées et adoptées par les participants du séminaire.

Le prochain atelier sur le projet e-APP se tiendra le 27 mai 2011 à Prague (République tchèque).

Pour plus d'informations, voir le site de la Conférence de La Haye de droit international privé (<http://www.hcch.net>) et son espace apostille : http://www.hcch.net/index_fr.php?act=text.display&tid=37



*Christophe Bernasconi, 1^{er} secrétaire de la Conférence de La Haye de droit international privé
Christophe Bernasconi, 1st Secretary of The Hague Conference on Private International Law*

e-Apostille: First Regional Seminar in Helsinki (Finland)

The UIH participated in Helsinki (Finland) on 14 February 2011 in the first regional seminar on the e-APP Project of The Hague Conference on Private International Law



Les participants (Source: Hcch) - The participants (Source: Hcch)

Ten millions apostilles per year

The apostille is a method that allows an authentic document issued in a state to be recognized and used in another state, without any need for a complicated and expensive recognition procedure. The convention of 5 October 1961 abolishing the requirement of legalisation for foreign public documents, the "Apostille Convention", is the work of The Hague Conference on Private International Law. It is currently used by ninety-nine states. Among the thirty-nine conventions of the Hague Conference, it is the most widely used worldwide.

The Hague Conference initiated in 2006 a large movement to help the apostille enter the digital age. The e-APP (for e-Apostille Pilot Program) Project is to coordinate the actions of states to develop and harmonize an electronic apostille. It is planned for a period of eighteen months. Spain is a partner in the project. Finland, France and the Czech Republic are associate partners.

It is in this context that this regional seminar was held at the premises of the prestigious States Palace in the centre of Helsinki, welcoming some fifty participants from nineteen countries worldwide. The UIH was represented by its first secretary, Mathieu Chardon. The presence of French judicial officers was also noticed as our colleagues are very interested in the project. They were represented by Jean-François Bauvin, Vice-President of the National Chamber of judicial officers of France, and Patrick Safar, Vice-Secretary.

The meeting was chaired by Antii Leinonen, Director of Legislative Affairs of the Ministry of Justice of Finland. The Hague Conference was represented by its First Secretary Christophe Bernasconi.

Antii Leinonen opened the seminar by stating that, despite the very cold weather (about -15 ° C), participation was higher than expected, showing the interest in the apostille and its future. He wished everyone fruitful work indicating that, as is the case for meetings of The Hague Conference recommendations would be made at the end of the meeting. José de la Mata Amaya, Director General of the Modernization of the Administration of Justice (Ministry of Justice of Spain), also welcomed the participants and said that the new system of e-Apostille, soon in force in Spain, would be presented during the day. Christophe Bernasconi then told how he was happy to see the interest in the apostille and the e-APP Project, as shown by the attendance of many countries

to this regional seminar. Then the first secretary of The Hague Conference thanked the Finnish authorities and Spain for their investment in the project. "We will celebrate the 50th anniversary of the apostille Convention. The next fifty years will surely be placed under the sign of the Spanish e-Apostille", he said. Mr Bernasconi outlined the main principles of the apostille. With this procedure, the competent authority shall issue the certificate directly in a single step. It therefore avoids a lengthy, costly and ultimately unnecessary process to allow an official document of a State to be recognized and used in another state. The apostille convention is growing rapidly. Since 2000, 30% of new countries have ratified it and in the next few weeks, the 100th country should ratify it. According to estimates by The Hague Conference, about ten million Apostilles are issued each year worldwide. In Venezuela or in Colombia for example around 6000 apostilles are set daily in each state. In France, approximately 400 000 apostilles are issued each year. The average cost of an apostille is about 15 euros.

Changing a satisfactory convention

So why changing a satisfactory convention?

In many states, the certificate is fully prepared manually, which generates a rather tedious job. Moreover, it appears that the origin of the document is not always checked before the apostille. In some states, the apostille is simply stapled to the document it concerns, questioning its security. In other countries where many apostilles are issued, the use of a stamp can also pose security issues (theft or fraudulent use of stamps). Another aspect is that it appears that apostilles registers are consulted only in exceptional cases.

With this e-APP Project the apostille should enter the 21st century and dematerialization, without any need to amend the convention or even to annex a protocol to the existing text. Indeed, the convention makes no reference to any particular technology.

The first secretary of The Hague Conference then presented the two main elements composing the e-Apostille: the e-Apostille itself and its registry. The recipient can verify the origin of the e-Apostille on the Internet using a URL or an e-Registry, using the apostille number or date, or obtaining an automatic response, possibly with the ability to view a copy or an image of the apostille itself. The Hague Conference encourages the authorities to certify e-Apostilles through widely used software coupled with a widespread system of electronic signatures.

José de la Mata Amaya presented the progress in this field in his country, where it is actually possible to process the entire process electronically in a simple and secure way.

During the day, several round tables were held on the establishment of an e-Apostille in different countries, what type of information that should appear in the e-Registries, how the e-Apostille could improve service to users, who should be competent, and also on the question of issuing e-Apostilles for electronic or paper documents.

At the end of the meeting, recommendations were prepared and adopted by the seminar participants.

The next workshop on the e-APP Project will be held on 27 May 2011 in Prague (Czech Republic).

For more information, please visit the website of The Hague Conference on Private International Law (<http://www.hcch.net>) and its Apostille section: http://www.hcch.net/index_en.php?act=text.display&tid=37